Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article2641

"Proposer l'alternative de la solidarité, en faire l'apologie et la pédagogie"

- Tribune -

Date de mise en ligne : jeudi 17 mars 2011

Description :

Nous publions ici en "tribune" le texte de l'intervention de Jean-Pascal Labille Secrétaire général de l'UNMS [Union nationale des Mutuelles Socialistes de Belgique] lors des RIS.

Rencontres Sociales

Nous publions ici en "tribune" le texte de l'intervention de Jean-Pascal Labille Secrétaire général de l'UNMS [Union nationale des Mutuelles Socialistes de Belgique] lors des RIS. Notre ami y interroge le mutualisme dans ses valeurs, ses principes et ses capacités à faire face au monde actuel.

C'est pour moi un très grand plaisir d'être présent aujourd'hui et ce pour plusieurs raisons. J'en épinglerai trois, un chiffre que j'affectionne particulièrement :

Premièrement, parce que cette invitation lancée à La Mutualité Socialiste de Belgique témoigne des liens que nous avons tissés depuis plusieurs années déjà avec la mutualité française. Des mutualités de différents pays qui collaborent, voilà un phénomène nouveau et à amplifier ;

Deuxièmement, parce que s'il est vrai que la solidarité est aujourd'hui malmenée, d'aucuns s'y intéressent encore au point d'en faire un motif de rassemblement ;

Enfin, parce que chacune et chacun d'entre nous a la conviction que la solidarité est au coeur des enjeux socio-économiques de notre époque.

Comment nous, nos structures, la mutualité pouvons-nous agir pour que l'économie sociale et solidaire, qui représente une force quantitativement et qualitativement considérable, conquiert une force politique comparable ?

Avant de tenter de répondre à la question, permettez-moi de la replacer dans son contexte :

Le monde dans lequel nous vivons est en perpétuel changement : comment avoir une vision claire des véritables enjeux d'une société dont la finalité semble à ce point liée au mouvement, qu'elle frappe en même temps qu'elle condamne le présent à l'obsolescence ?

Notre lecture du présent nous enseigne que nos sociétés occidentales sont ébranlées par de multiples macro-turbulences qui sont à la base d'un fort sentiment de perte d'identité et de repères. Comme le dit brillamment Amin Maalouf : « Nous sommes entrés dans le nouveau siècle sans boussole ».

Citons, parmi ces macro-turbulences :

" la globalisation rapide et non maitrisée de l'économie, avec son florilège de conséquences : crise financière, hausse du chômage, déficits publics records, mise à mal de nos systèmes de protection sociale ; " la globalisation des médias : l'accès instantané, au monde entier, influence notre rapport au monde ; " les mutations géo-politiques, comme la poursuite de la construction européenne ou la montée en puissance de la Chine et de l'Inde " l'affaiblissement des sociales-démocraties européennes dû, notamment, à un individualisme croissant des attitudes et des comportements, des réactions de rejets à caractère xénophobe ainsi qu'à la montée en puissance des partis régionalistes ; " ou encore le fait qu'en s'éloignant du modèle social-démocrate, l'Europe fait une place plus nette et plus franche au néolibéralisme. Cette révolution reflète le credo néoconservateur tel qu'il a pu triompher aux

Copyright © Rencontres Sociales

Etats-Unis sous une forme édulcorée certes mais avec le même parfum de pensée unique. A l'identitarisme messianique américain s'oppose, en Europe, un identitarisme de repli. En cela, le virus néoconservateur a muté. Corollairement à ces macros changements, il nous faut aussi intégrer des micros changements.

Ce que vivent actuellement les sociétés occidentales, est ni plus ni moins une mutation aussi profonde que ne l'a été le passage de la société agraire à la société industrielle.

Nous quittons des sociétés sur-intégrées et nous nous dirigeons vers des sociétés hyper-fragmentées, éclatées et pulvérisées. Les sociétés sur-intégrées reposaient sur des valeurs-ciment, des valeurs admises par tous et étaient fondées sur des institutions fortes qui étaient créditées de taux de confiance important.
Progressivement, sous les coups de boutoirs de la globalisation de l'économie, les systèmes politiques et les institutions de ces sociétés se sont substantiellement désintégrés car ils ont été complètement débordés/submergés par cette énorme vague de la globalisation.

Mais dans ces sociétés hyper-fragmentées, émerge une nouvelle figure : l'individu qui tente de devenir acteur qui cherche à acquérir une capacité d'agir sur lui-même, d'inventer sa propre vie.

L'ensemble de ces changements entraine une perte d'identité et de repères, qui s'actualise comme suit :

" perte de repères idéologiques, sentiment de désintégration. " indifférence à autrui, à tout ce qui le définit, avec, en filigrane, une question : comment préserver sa culture, son identité, ses traditions ? " les réductions des conquêtes sociales à la simple reconduction du présent, à l'absence de projection dans le futur.

Comme le dit merveilleusement bien un proverbe turc « Les nuits sont enceintes et nul ne connaît le jour qui naîtra ».

Les grands systèmes politiques n'ont plus la capacité d'agir tant ils sont débordés par la globalisation de l'économie, de la finance et des médias. Comme le notait le Nobel d'économie, Joseph Stilglitz, dans « Le triomphe de la cupidité » : dans la tentative d'Obama de réguler Wall Street, c'est Wall Street qui a gagné !

Incontestablement, il nous fallait passer par cette mise en contexte qui nous donne à penser que nous évoluons sur un terrain difficile mais potentiellement fertile !

Que faire alors ? Se replier sur soi, accepter docilement le fait que les intérêts particuliers l'emportent à jamais sur l'intérêt général ? Considérer comme une fatalité le fait que le « je » triomphe du « nous » ? Et laisser, cela va sans dire, l'extrême droite ou une droite « décomplexée » faire son lit, entonner le refrain nauséabond mais électoralement porteur de « la faute à l'autre » ?

Que faire ? Que faire sinon proposer l'alternative de la solidarité, en faire l'apologie et la pédagogie. Et c'est ici, Mesdames, Messieurs, que des institutions comme les nôtres ont une place à prendre et un rôle à jouer.

Avant d'illustrer mon propos par des exemples, un mot de l'économie sociale. Pour répondre aux besoins de la société, l'économie sociale a besoin d'un cadre doctrinal de référence et donc de dépasser la dualité de conceptions de l'économie sociale et de l'économie solidaire : leurs forces respectives sont trop précieuses pour ne pas être consacrées à ce qui motive leur existence commune : l'émancipation de la personne humaine.

La capacité de l'ESS à faire face aux grands enjeux d'aujourd'hui et de demain demande de maintenir une triple

Copyright © Rencontres Sociales

posture : d'abord, assumer la double qualité économique et politique (être à la fois travailleur et sociétaire) mais aussi celle de producteur de connaissances : l'ESS a besoin de maintenir une réflexion permanente sur ses pratiques afin de produire à la fois des théories et des doctrines qui seules permettront de produire un droit nécessaire à sa pérennité.

J'aimerais illustrer mon propos par trois exemples :

1er exemple : le capitalisme coopératif

Un modèle retient mon attention et, à mon sens, constitue une véritable alternative au capitalisme effréné : celui du capitalisme coopératif. Les deux termes, vous allez le voir, ne sont pas antinomiques.

Le capitalisme coopératif est capitaliste car il est organisé pour dégager des profits de l'activité humaine ; il est coopératif parce qu'il entend en faire profiter de manière équitable ceux qui les ont générés : les travailleurs.

Je suis de ceux qui pensent que, d'une part, la coopération démocratique et le développement capitalistique peuvent marcher d'un même pas ; et que, d'autre part, la forme coopérative est un moyen de redonner du sens au travail et de mettre l'économie au service de la solidarité et du progrès commun.

2ème exemple : les relations Nord-Sud

Les révolutions qui ont lieu actuellement dans les pays arabes nous disent combien les populations en ont assez des injustices dont elles sont l'objet, lesquelles ne sont que le produit des modes d'organisation fondamentalement iniques des sociétés dans lesquelles elles vivent.

Or, une mutualité ne peut prendre racine que sur un terrain démocratique. Parce qu'elle a vocation à traiter tout le monde de la même façon, à exprimer au nom des citoyens leurs besoins fondamentaux, à garantir l'équité dans l'accès aux soins.

A la lumière de ces évènements, il nous faut ouvrir une espace d'action et de réflexion sur les relations que nous devons entretenir avec les peuples arabes, sur la manière dont nous devons les appuyer, dont nous devons les soutenir pour construire une alternative en tant que force de propositions, de mobilisation, d'innovation sociale dans le contexte qui est le leur ! La mutualité doit être bien plus et bien mieux qu'un assureur. Avec le président de la mutualité française, nous lançons un appel pour l'organisation, le plus rapidement possible en étant précautionneux dans la collaboration mais surtout en affichant une ferme volonté de coopération des Assises (Forum ??) Méditerranéennes de la mutualité.

Le moment est aujourd'hui venu de redonner à la Solidarité, valeur-phare de nos organisations, un accent plus international.

3ème exemple : l'accès à la santé

Les mutuelles doivent faire face à un double défi : d'une part, celui de maintenir l'accès à la santé pour tous et de défendre des principes de gouvernance qui sont ses marqueurs génétiques et, d'autre part, se comporter comme une entreprise à la gestion rigoureuse et au management efficace. C'est pourquoi :

Copyright © Rencontres Sociales

" Il faut maintenir un équilibre entre les principes de gouvernance et les principes de gestion au risque de voir de nouvelles parts de marchés et donc des affiliés dits pudiquement « bons risques », récupérés par les assureurs privés commerciaux ; " Il faut nous rassembler pour dire non à la privatisation, pour dire non à la logique de marché. Il en va de notre survie ! " Enfin, il faut que nous prenions conscience et que nous agissions ensemble car si la crise économique a mis en évidence que nous avons besoin de plus d'Europe, je suis persuadé que l'Europe a besoin de plus de mutualisme ! La reconnaissance européenne de la mutualité est un must absolu !

Mais le rôle d'une mutualité ne se limite pas à favoriser l'accès à la santé. C'est du moins le point de vue de La Mutualité Socialiste. Il nous incombe de jouer un rôle plus politique. En Belgique, notre mutualité a décidé de s'allier à d'autres organisations, parentes idéologiquement : le Parti Socialiste et le Syndicat socialiste, ce que nous appelons l' « action commune » parce que notre volonté est bien d'agir en commun.

Nous voulons également pouvoir intervenir sur des questions telles le droit à l'avortement ou les questions de fin de vie, via notre important réseau associatif. Parce qu'un autre de nos marqueurs génétiques est l'éthique.

J'en arrive maintenant à la conclusion de mon intervention.

Mais avant cela, permettez-moi cette citation de Friedrich Hayek, le parrain intellectuel et le gourou du courant ultralibéral qui enfanta Reagan et Thatcher : « La principale leçon qu'un libéral conséquent doit tirer du succès des socialistes est que c'est leur courage d'être utopiques qui rend chaque jour possible ce qui, récemment encore, semblait irréalisable ».

Ma conclusion se décline en 5 points :

1. Nous devons, nous, nos structures, la mutualité, développer un discours fort sur le « vivre ensemble ». Pas seulement nous contenter d'un discours consensuel sur la tolérance mais sur la réelle reconnaissance de l'Autre comme étant égal mais différent. 2. Il ne convient pas de se contenter de bâtir un nouveau système économique et financier ou de structurer différemment les relations internationales. Il ne s'agit pas de « retrouver » mais d' « inventer ». Et quand on a l'ambition d'être solidaire, on a le devoir d'être rigoureux ! 3. J'affirme avec force l'importance de l'éducation populaire : elle doit oeuvrer dans trois directions, complémentaires et convergentes : premièrement, l'émancipation des conditions d'appartenance sociale ou culturelle ; deuxièmement, l'augmentation de la puissance d'agir qui doit permettre aux individus de prendre leur destin en main ; troisièmement, l'engagement dans les transformations des rapports sociaux et politiques. 4. C'est le rôle de nos organisations de faire la PEDAGOGIE de la solidarité, de montrer que l'autre voie ne conduit qu'à des régressions économiques et sociales. Ou bien nous parvenons à un bond qualitatif du Politique qui parvient à imposer une régulation des flux financiers et économiques, à se hisser au niveau d'une gouvernance mondiale et à gérer la question du lien social et du vouloir vivre ensemble, ou bien nous allons droit vers une période de conflits, de régressions multiples. Notre rôle, au niveau de nos organisations, Mutualités, Partis, associations, syndicats, etc. est de développer un discours pour convaincre nos adhérents et nos affiliés des dangers que comportent la voie des replis. C'est un long travail pédagogique et éminemment Politique. Cette pédagogie est essentielle. 5. Enfin pour finir sur une note très philosophico-politique. Nous sommes en 1793 du 21ème siècle : Condorcet, Ferry, Jaurès sont à venir (avenir) en un et en deux mots et au-delà de tout : Soyons réalistes, croyons à l'impossible !

Merci de votre attention,

Jean-Pascal Labille Secrétaire général de l'UNMS

J

Copyright © Rencontres Sociales